

## [Les élèves du Groupe Scolaire Paul Gauguin d'Agadir en sit-in : L'école publique française passe le relais au privé](#)

Actualité Agadir et région

Posté par: Visiteur

Publié le : 19-02-2010 20:54:07

### **Les élèves du Groupe Scolaire Paul Gauguin d'Agadir en sit-in : L'école publique française passe le relais au privé**

**Alors qu'ils attendaient une réhabilitation de l'unique école publique française de tout le Sud, les parents des élèves de l'école Paul Gauguin devront payer le prix fort dans une école française privée ou aller vers le Nord.**

C'est donc pour dire non au transfert du Groupe scolaire Paul Gauguin GSPG d'Agadir au privé, qu'une centaine de parents et d'élèves ont bravé le temps pluvieux de la journée du 16 février dernier pour manifester dans la cour du GSPG.

La grogne des parents de l'école française a été déclenchée après la visite des inspecteurs du SCAC de l'ambassade de France à Rabat, le 2 décembre 2009. « Des décisions seraient prises quant à l'avenir du GSPG », leur aurait-on dit parce que, d'après le communiqué émis par le conseil des parents d'élèves « ...la réhabilitation pourrait ne pas être financée par l'Agence de l'enseignement français à l'étranger (AEFE), et que par ailleurs, il y a concurrence de marché », avant de conclure par un « il serait donc nécessaire de rationaliser les opérateurs ». « Nous manifestons, a déclaré Bradi Nadia, membre des parents d'élèves du GSPG, pour exprimer notre mécontentement face au désengagement de l'Etat français » et de poursuivre : « Nous militons pour la continuité du service public ». GSPG fait partie des 23 établissements au Maroc gérés directement par l'AEFE en statut de gestion directe EGD. L'AEFE finance en partie le fonctionnement de ces établissements (40% à la charge de l'AEFE et 60% à la charge des parents d'élèves). La France voudrait faire basculer les établissements d'enseignement public français au Maroc en Osui (7 établissements autofinancés ne recevant aucune subvention de l'Etat français). Le GSPG serait le premier maillon faible d'un groupe de 23 établissements à démonter. Selon certains parents, les signes avant-coureurs de « la manigance » ont été décelés en 1998 avec une première menace de fermeture. Le projet de rénovation du GSPG n'a jamais abouti depuis 2000 alors qu'une partie du terrain de l'établissement a été cédée pour la construction de l'actuel Institut français. L'augmentation de 12% des frais de scolarité sur trois années à partir de 2009 est un réel fardeau pour de nombreuses familles marocaines. Elle est perçue comme une tentative de découragement des inscriptions (+9500DH/trimestre pour une inscription en CE2). Les slogans scandés par les centaines d'élèves du primaire et du collège présents lors de la manifestation « Touche pas à mon école » ; « Gauguin sinon rien » ou encore « Pourquoi la France nous abandonne ? », témoignent de leur volonté de comprendre les soubassements de cette « future et importante décision » mais aussi de leur certitude de poursuivre la mobilisation. « Jusqu'à, nous dit une élève portant un tee-shirt blanc frappé d'un « Gauguin oulla oualou », ce qu'on entende notre cri en France ». « J'ai l'impression d'être le dindon de la farce », reconnaît un parent qui a deux enfants à l'école (17 mille DH/mois). Il soutient que l'Etat français a un engagement moral vis-à-vis de tous ces enfants qui ont été inscrits au départ pour suivre des cours jusqu'à l'obtention du diplôme de fin d'études collégiales. Une trentaine d'enseignants dont le tiers est marocain dispensent à quelque 580 élèves des cours au

GSPG. Une équipe de cinq administrateurs gère l'établissement. De nombreuses questions subsistent si le GSPG venait à fermer ses portes : Où vont étudier les centaines d'enfants et de jeunes issus de familles françaises sachant qu'Agadir abrite une importante communauté française? Que vont devenir les enfants et jeunes Marocains qui suivent un cursus scolaire français ? Quel sort attend les enseignants marocains et français opérant au GSPG ? L'établissement a-t-il réellement besoin de rénovation ? Réserve-t-on le même sort aux nombreux établissements EGD se trouvant sur l'axe Casablanca-Rabat ?

Ce sont des questions qui taraudent les parents des élèves du GSPG qui, selon nos sources, ont envoyé des courriers au consul, ambassadeur, président, ministère des Affaires étrangères français et ont promis de poursuivre leurs actions « jusqu'à l'obtention d'une réponse favorable ».

Nour-Eddine SALLOUK

Libération